



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

SNCF
secteur de Lyon



Lundi 29 avril 2019

1^{er} mai... 4 mai... 9 mai...

Tous ensemble en jaune et rouge !

Pauvre Macron ! Non seulement son grand bla-bla a fait flop, mais les rues se remplissent toujours les samedis de Gilets jaunes déterminés – une nouvelle fois à l’occasion de ce 24^e Acte, réponse bien sentie au grand enfumage de sa conférence de presse.

Macron en est réduit à ne pouvoir s’appuyer vraiment que sur les flics qui gazent, cognent, mutilent les manifestants. Sur les juges qui ont la main lourde sur les gazés qui ont l’audace de se rebeller.

Tout ce qu’il tente pour reprendre la main politiquement lui échappe aussitôt. S’il avait axé ses « annonces » pour essayer d’isoler les Gilets jaunes du gros de la population... c’est encore raté : ce sont carrément 63 % de la population qu’il n’a pas convaincus ! Il ne lui reste que tous les réacs qu’il cherche à fédérer derrière lui en agitant « la grande peur » face à ces pauvres qui osent relever la tête, en flirtant avec les thèmes de l’extrême droite pour le durcissement du sort fait aux migrants.

Mais laissons là Macron empêtré avec les siens, hantés par la trouille que la colère ne déborde dans les hôpitaux dont le personnel n’en peut plus, dans l’Éducation nationale dont les profs refusent des réformes élitistes, dans toutes les entreprises qui licencient – Ford-Blanquefort, Bosch-Rodez, PSA-Saint-Ouen et Hérimoncourt, Carrefour, General Electric à Belfort et d’autres encore... Alors même que les bénéfiques de ces entreprises sont au beau fixe !

Un mouvement qui se structure

Sans compter que le mouvement des Gilets jaunes ne se résume pas aux manifestations des centres-villes, loin de là.

Partout, les groupes de Gilets jaunes essaient de se coordonner, souvent au niveau d’un département, mais pas forcément en suivant les divisions administratives du pays. Avec des résultats visibles – comme la Coordination du Grand-Est – et l’Assemblée des assemblées qui s’est déjà réunie deux fois, à Commercy et Saint-Nazaire, et doit le faire le mois prochain à Montceau-les-Mines.

La volonté de s’organiser est là. Elle peut permettre au mouvement de se situer à un tout autre

niveau dans les semaines à venir. Surtout si le reste des salariés, dans les entreprises, les hôpitaux, les services publics, les rejoignent et réciproquement.

Les Gilets jaunes ne sont pas seuls dans la contestation

L’exaspération est présente dans tous les secteurs de la classe ouvrière et, plus généralement, des couches populaires. Le mécontentement remonte loin. La grève des urgences s’est étendue comme une traînée de poudre. Il y a quelque temps, les Ehpad étaient en lutte. À quoi il faut ajouter les licenciements évoqués, les débuts de lutte – et les premières tentatives de coordination – dans l’Éducation nationale.

Mais, après plus de cinq mois de mobilisation des Gilets jaunes, de plus en plus de militants syndicaux, surtout à la base, savent que leurs revendications sont les mêmes que les leurs. Un certain nombre d’unions locales CGT ont pris langue avec les Gilets jaunes, souvent à l’initiative de ces derniers, et ont décidé d’appeler à leurs initiatives.

Nombreux sont nos camarades de travail et des militants syndicaux de base qui sont favorables à une jonction avec les Gilets jaunes : on l’a vu lors de l’Acte 24 du 27 avril, en de nombreux endroits, comme la manifestation parisienne. Nombreux sont ceux qui reprochent désormais aux dirigeants confédéraux et à leurs relais leur frilosité et leur passivité.

Les manifestations du Premier mai, du 4 mai, du 9 mai... seront l’occasion de manifester tous ensemble. Le simple fait que le feu couve sous les braises pas du tout éteintes du mouvement a de quoi faire faire des cauchemars au gouvernement et à la bourgeoisie.

Le mouvement des Gilets jaunes sera peut-être l’étincelle et le ciment des luttes ouvrières.

Tous ensemble, vive l’incendie social !

Vente-escale face à la direction : On est là !

Mardi 30 avril, nous étions en grève à la vente et à l'escale pour dénoncer nos conditions de travail, les postes non tenus et les suppressions de postes massives, présentes et à venir. À 11h, près de 150 collègues de Part Dieu et Perrache, mais également St Étienne ou St Rambert d'Albon se sont rassemblés à l'appel de la CGT. Les cheminots de l'agence groupe étaient là aussi, en lutte contre la fermeture du site de Lyon, certains se retrouvant pour la première fois en manif. Une quinzaine de gilets jaunes sont également venus apporter leur soutien.

Les pétitions aux usagers ont été massivement signées par les voyageurs devant la gare, puis le cortège s'est rendu devant la tour InCity, ou une délégation a été reçue.

Sans surprise, les RH de TER et de l'axe TGV, dans leur bureaux feutrés à la moquette épaisse, nous ont expliqué qu'il fallait réduire les coûts pour faire face à la concurrence. Et heureusement pour nous, disent-ils sans rire, ils protègent les cheminots en évitant qu'on se fasse manger tout crus par les vilains concurrents qui n'ont pas de morale. Mais c'est bien cette même direction qui négocié la convention collective nationale au rabais pour les cheminots !

Le groupe SNCF pèse 94% de l'UTP, le syndicat des patrons du ferroviaire. Si le dumping social s'impose, c'est clairement parce que la direction du groupe a décidé de nous imposer des conditions de travail de plus en plus difficiles.

Cette journée appellera des suites mais elle annonce la couleur, les cheminots de la vente et de l'escale ont bien l'intention de ne plus prendre des coups sans répondre !

Les salariés de Newrest en grève

Début avril, le ministère du Travail a publié un avis sur la fusion de plusieurs conventions collectives, permise par la loi El Khomri. Il y est prévu notamment que la restauration ferroviaire soit rattachée à la CCN de la restauration collective.

Pour les salariés de Newrest Wagons Lits, cela signifierait un terrible recul sur leurs salaires et primes (qui prennent en compte leur spécificité de roulants), leurs horaires et conditions de travail...

Depuis des années, Newrest fait pression sur les salaires et les embauches, pour le plus grand bonheur de la direction de la SNCF.

Les salariés étaient massivement en grève les 24 et 25 avril, des mouvements locaux se multiplient. Ils ont bien raison de ne pas se laisser faire.

Attention à l'effet boomerang

Alors que depuis des mois, nous sommes dans le flou le plus total à la Direction Fret Auto-Chem concernant notre avenir proche, nous avons enfin reçu la visite, le 17 avril dernier, de la future directrice de la production Fret SNCF.

Coup de massue assuré, après deux heures de réunion debout à s'entendre raconter la liquidation prochaine des Directions Fret :

Filialisation dès janvier prochain, avec à la clé un nouveau certificat de sécurité propre au Fret et donc distinct de celui de SNCF Mobilité.

-300 postes au total, en combinant Lyon, Lille et Clichy... pas vraiment contrebalancés par les promesses de 55 nouveaux postes dans les futures « usines » déployées sur le territoire.

En gros, pour nous, c'est soit tu perds ton poste, soit tu récupères le travail de deux ou trois ! Et s'il y en a que ça dérange, c'est sans doute qu'ils ne sont pas assez « engagés ».

La direction voudrait nous assommer en sortant ses cartes au dernier moment et en laissant la majorité d'entre nous dans le flou quant à l'évolution exacte de nos postes. Qu'elle prenne garde, au possible retour de bâton !

Le coût de la com de Pépy

La Cour des comptes reproche à Pépy une communication « étouffante et dispendieuse ». C'est le moins qu'on puisse dire : 200 millions d'euros par an, et 700 salariés dédiés. Tout ça pour se faire mousser...

Halte à la répression !

Les procédures disciplinaires continuent de pleuvoir contre les militants.

À Paris-Sud-Est, la direction demande le licenciement de Rénald, contrôleur et élu Sud-Rail. Il lui est reproché d'avoir voulu voler de vieilles traverses dans un Technicentre. Il est vrai que le cours de la traverse pourrie a bien augmenté ces derniers temps...

À Mantes-la-Jolie, c'est Éric, chef de quai et lui aussi militant Sud-Rail, que la direction veut licencier, pour s'être mis à genoux devant ses chefs après un nouveau refus d'avancement, leur demandant si « c'était ça, la posture d'agent de maîtrise » qu'on lui reprochait de ne pas adopter...

Tous les prétextes sont bons pour cibler les cheminots qui résistent à la politique de la direction. L'objectif de ces sanctions : faire peur à ceux qui se battent contre les suppressions de postes.

Non aux sanctions ! Rénald et Éric doivent rester parmi nous !

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Pour nous contacter : npa.cheminots.lyon@gmail.com